



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

3 jours de carence : qu'est qu'on attend ?

Le budget Macron-Barnier c'est un budget de destruction sociale massive :

<http://www.supap-fsu.org/2024/10/budget-barnier-une-bombe-antisociale.html>

Avec le soutien du RN à l'Assemblée, le gouvernement veut :

- Baisser de 70 à 60% le remboursement des **consultations chez le médecin** (qui va passer à 30 euros en décembre) ce qui entraîne déjà hausse du tarif des complémentaires (+8% en moyenne).
- Relever de **1 à 3 les jours de carence** (jours d'arrêt maladie non indemnisés) dans la fonction publique et, baisser la prise en charge des arrêts de 100% à 90% à partir du 4^e jour !

Il parle aussi d'un 2^e jour de solidarité (**la suppression d'un 2^e jour férié**)

Avec Macron-Barnier, travailler plus pour gagner moins

Le passage à 3 jours de carence serait une mesure d'injustice sociale.

Pour près de 2/3 des salarié.es du privé, l'entreprise verse des indemnités pour les 3 premiers jours d'arrêt. Des députés du camp Macron Barnier souhaitent d'ailleurs interdire cette possibilité. Ils veulent tout simplement interdire le droit d'être malade sans perdre de salaire.

Après des années de gel du point d'indice et de perte massive de pouvoir d'achat de nombreux.es collègues aux salaires modestes renoncent déjà à prendre un arrêt maladie et à se soigner. Ce **présentéisme** a un coût, il porte atteinte à la santé des agent.es, il accélère l'usure professionnelle d'agent.es dont la carrière ne cesse de s'allonger (réformes de retraites).

Obliger toujours plus d'agent.es malades à aller travailler est injuste et aura des conséquences sanitaires et économiques désastreuses.

Ce sont les attaques contre les services publics (sous-effectifs à l'hôpital, à l'école, dans les crèches...) et l'augmentation de la souffrance au travail qui portent atteinte à la santé des agent.es et à leur présence.

Pour que les agent.es de la fonction publique assurent correctement leurs missions d'intérêt général il faut leur en donner les moyens !

Le gouvernement veut aussi **détruire le statut de la fonction publique** (généraliser le salaire au mérite, faciliter les licenciements).

Ce statut et en particulier la garantie d'un déroulement de carrière protège en partie les missions d'intérêt général des fonctionnaires face aux possibles pressions politiques et hiérarchiques.

Stop ou encore ?

Depuis l'élection de Macron en 2017, **le patrimoine des 500 plus grandes fortunes françaises est passé de 600 à...1 200 milliards d'euros**. A eux seuls, ces 500 ultras riches possèdent le double du budget de la sécurité sociale !

Après avoir augmenté notre temps de travail : gel du point d'indice + 3 jours de carence + baisse de la prise en charge de l'arrêt maladie + baisse de la prise en charge des consultations médicales + augmentation du tarif des complémentaires + 2^e « jour de solidarité » (annulation d'un jour férié) ...

Impossible de rester divisé.es !

Les syndicats du public comme du privé doivent s'unir et engager un plan d'action pour mettre un coup d'arrêt à ces attaques sans précédent.

Dans l'unité, organisons la contre-offensive à ces projets de destruction sociale massive désavoués aux élections.

Augmentation du point d'indice, du SMIC et des pensions de retraite

Fin des jours de carences dans le public comme dans le privé

Créations massives de postes dans les services publics

Remboursement sécurité sociale à 100%

Abrogation de la réforme des retraites